

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/RO/M/22

17 mai 1999

(99-1985)

Comité des règles d'origine

COMPTE RENDU DE LA RÉUNION DU 23 AVRIL 1999

Président: M. R. Wells (Australie)

Le Comité des règles d'origine a adopté l'ordre du jour ci-après:

	<u>Page</u>
1. Rapport du Comité technique des règles d'origine au Comité des règles d'origine sur les progrès accomplis à sa seizième réunion (G/RO/35).....	1
2. Architecture globale des règles d'origine harmonisées (G/RO/33 et 35, G/RO/W/41).....	2
3. Conséquences de la mise en œuvre des règles d'origine harmonisées sur les autres Accords de l'OMC (G/RO/W/30-34, 38 et 42)	2
4. Notifications au titre de l'article 5 et du paragraphe 4 de l'Annexe II de l'Accord sur les règles d'origine (G/RO/N/25)	3
5. Élection du Bureau	3
6. Autres questions.....	3

1. **Rapport du Comité technique des règles d'origine au Comité des règles d'origine sur les progrès accomplis à sa seizième réunion (G/RO/35)**

1.1 M. Claypole, Président du Comité technique des règles d'origine (CTRO) a présenté un rapport de situation sur les travaux du CTRO à sa seizième session. Le rapport a été distribué aux Membres sous la cote G/RO/35.

1.2 La représentante de l'Inde a déclaré que, malgré les progrès importants accomplis par le CTRO à sa seizième session, il subsistait un certain nombre de points difficiles et techniquement complexes qui devaient être examinés plus avant. Dans ce contexte, elle s'est félicitée de l'approche adoptée par le CTRO pour sa dix-septième session et pour l'intersession, qui constituait un moyen utile d'étudier les possibilités de parvenir à un consensus sur les questions en suspens. Appelant l'attention des participants sur le fait que la dix-septième session du CTRO serait la dernière dans le cadre du Programme de travail pour l'harmonisation, comme le CRO en était convenu à sa réunion des 1^{er} et 7 juillet 1998, elle a suggéré qu'une lettre à cet effet soit adressée au Président du CTRO.

1.3 Le représentant du Japon a déclaré que la lettre suggérée par l'Inde ne devrait pas préjuger de l'issue des travaux du CTRO à sa dix-septième session.

1.4 Les représentants de la Colombie, des Communautés européennes, de la Corée, des États-Unis, du Honduras, du Mexique, du Pakistan, des Philippines, de la République dominicaine et de la Suisse ont appuyé la proposition de l'Inde visant à adresser une lettre au Président du CTRO.

1.5 Le CRO a pris note des déclarations et a chargé le Président d'envoyer, comme il avait été convenu, une lettre au Président du CTRO.¹

2. Architecture globale des règles d'origine harmonisées (G/RO/33 et 35, G/RO/W/41)

2.1 Le Président a rappelé que, à la réunion du CRO tenue les 22 et 26 février 1999, il avait été jugé nécessaire d'éclaircir d'autres points soulevés par des délégués concernant certains aspects administratifs de l'application des trois options de documents modèles (G/RO/30) ainsi que des points concernant des questions de fond. Comme il avait été convenu, le Secrétariat, dans une télécopie datée du 3 mars 1999, a adressé ces questions aux auteurs des options A, B et C, ainsi qu'au CTRO qui voudrait peut-être envisager la possibilité d'aider à clarifier les questions (G/RO/34, G/RO/W/41). Comme il était indiqué dans les paragraphes 4 à 6 du document G/RO/35, le CTRO, dans ce contexte, a étudié les objectifs sous-tendant les trois options et est parvenu à une meilleure compréhension de ces questions. Le CTRO a décidé que le "texte unique" proposé par le Secrétariat de l'OMD servirait de base pour tout examen complémentaire. Par conséquent, les options A, B et C ne refléteraient peut-être plus avec précision les positions aujourd'hui défendues par certains auteurs.

2.2 Le représentant des Communautés européennes a rappelé qu'à sa dernière réunion, le CTRO avait essayé d'envisager une nouvelle approche à la place de celles qui étaient proposées dans les options A, B et C. Eu égard à la suggestion du Secrétariat de l'OMD et aux consultations informelles tenues par les Communautés avec d'autres délégations, il semblait possible que le CTRO continue à examiner la suggestion du Secrétariat de l'OMD à sa prochaine réunion, afin de parvenir à un accord sur une approche différente de l'architecture globale, qui résoudrait les contradictions entre les options A, B et C.

2.3 Le Comité a pris note des déclarations et est convenu de revenir sur ce point à sa prochaine réunion.

3. Conséquences de la mise en œuvre des règles d'origine harmonisées sur les autres Accords de l'OMC (G/RO/W/30-34, 38 et 42)

3.1 Le Président a rappelé que, concernant ce point de l'ordre du jour, cinq communications étaient à l'examen, qui avaient été présentées par l'Inde (G/RO/W/28/Rev.1, G/RO/W/30), par les États-Unis (G/RO/W/32), par la République dominicaine et le Honduras (G/RO/W/33), par El Salvador (G/RO/W/34), et par la Corée (G/RO/W/38). Le Secrétariat avait en outre distribué une nouvelle proposition de l'Inde sous la cote G/RO/W/42.

3.2 La représentante de l'Inde a déclaré qu'en mars et avril 1998, l'Inde avait proposé que le Secrétariat de l'OMC prépare une analyse des conséquences que pourraient avoir les principales propositions d'harmonisation des règles d'origine sur la liberté des échanges ainsi que sur les droits et obligations des Membres au titre des différents Accords de l'OMC. Plusieurs Membres avaient appuyé cette proposition, mais il n'y avait pas eu unanimité pour ce qui était de demander au Secrétariat d'établir une note technique neutre. En conséquence, et puisque près d'un an s'était écoulé depuis, l'Inde avait entamé de vastes consultations avec différents spécialistes du fonctionnement des Accords de l'OMC, notamment l'Accord sur les textiles et les vêtements (ATV) ainsi que d'autres accords. Cette analyse des conséquences de certaines des principales propositions d'harmonisation

¹ La lettre du Président a été distribuée aux Membres sous la cote G/RO/36.

des règles d'origine examinées au Comité était résumée dans une note distribuée par l'Inde sous la cote G/RO/W/42. Certaines conséquences concernaient aussi l'Accord sur les sauvegardes et les droits compensateurs, les prescriptions en matière de marquage d'origine et l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VI du GATT de 1994. Il est donc apparu que certaines des principales propositions d'harmonisation des règles d'origine avaient clairement de graves conséquences pour les droits et obligations des Membres au titre de ces Accords, et nécessitaient une renégociation d'envergure, ce qui n'était pas prévu par les Accords. L'ATV prévoyait une renégociation si certaines règles concernant le commerce des textiles et des vêtements étaient modifiées, mais cela ne semblait pas être une solution idéale. En outre, la renégociation était purement bilatérale, alors que le fondement même de l'ATV était le multilatéralisme. La note présentée par l'Inde n'avait pas pour objet de critiquer telle ou telle proposition, mais de favoriser la compréhension des questions en suspens. Elle visait surtout à faciliter le développement des échanges sur la base de règles neutres et prévisibles. Le principe selon lequel les règles d'origine devraient être élaborées de façon à ne pas avoir d'effet défavorable sur les échanges devrait être accepté par tous. À cette fin, le CRO pourrait envisager d'établir un mécanisme spécifique afin de s'assurer que ce principe était respecté.

3.3 Les représentants de la Colombie, des Communautés européennes, de la Corée, d'El Salvador, des États-Unis, du Honduras, de Hong Kong, Chine, du Mexique, du Pakistan, des Philippines, de la République dominicaine et de la Suisse ont accueilli avec satisfaction la note de l'Inde et ont déclaré qu'ils avaient besoin de plus de temps pour l'examiner.

3.4 Le Comité a pris note des déclarations et est convenu de revenir sur ce point à sa prochaine réunion.

4. Notifications au titre de l'article 5 et du paragraphe 4 de l'Annexe II de l'Accord sur les règles d'origine (G/RO/N/25)

4.1 Le Président a rappelé que, depuis la dernière réunion, le Secrétariat avait distribué un document informant les délégations des nouvelles notifications reçues (G/RO/N/25). À ce jour, 71 Membres avaient notifié des règles d'origine non préférentielles et 74 Membres avaient notifié des règles d'origine préférentielles. Le Président s'est déclaré préoccupé du fait qu'un nombre important de Membres ne s'étaient pas acquittés des obligations de notification et il a prié instamment les Membres qui n'avaient pas encore présenté de notification de le faire dès que possible.

4.2 Le Comité a pris note des notifications et de la déclaration du Président.

5. Élection du Bureau

5.1 Le CRO a élu M. S. Moroz (Canada) Président du Comité pour l'année 1999. Il est convenu de différer l'élection d'un Vice-Président et de revenir sur ce point à sa réunion suivante.

6. Autres questions

6.1 Le Président a proposé que la réunion suivante du CRO ait lieu le lundi 28 juin 1999.
